

Burundi : La décision d'expulser Neela Ghoshal n'a pas vraiment surpris

RFI, 20 mai 2010 La représentante de Human Rights Watch expulsée du Burundi. La représentante de l'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, a été priée de quitter le pays d'ici le 5 juin. Une expulsion notifiée par un courrier signé du ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale. De nationalité américaine, la représentante de Human Rights Watch travaillait au Burundi depuis trois ans et ses différents rapports pointaient du doigt les violations des droits de l'homme. Son expulsion intervient au moment où va débiter un marathon électoral à partir de vendredi.

La décision d'expulser la représentante de Human Rights Watch n'a pas vraiment surpris dans les milieux des droits de l'homme au Burundi. Car tout le monde savait que Neela Ghoshal était en sursis. Exécutions sommaires, assassinats ciblés, tortures, arrestations et détentions arbitraires et illégales, la jeune Américaine avait rédigé une dizaine de rapports sur les violations des droits politiques et des droits de l'homme au Burundi au cours des trois dernières années, des rapports qui n'ont jamais plu en haut lieu. Il y a quelques jours, la dernière production de Human Rights Watch sur les violations électorales au Burundi et l'impunité dont semble jouir le parti au pouvoir, alors que ce pays va organiser des élections dans deux jours, a poussé à bout le gouvernement. Le ministre des Relations extérieures a donc écrit à Neela Ghoshal pour lui annoncer que son accréditation était annulée et lui a donné deux semaines pour quitter le Burundi. Pour le pouvoir, la représentante de HRW qui était proche de l'opposition, avait perdu toute crédibilité alors que dans la société civile burundaise, on voit dans ce geste un signe de crispation qui n'augure rien de bon pour le processus électoral burundais.